



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie

**Unité Départementale  
du Havre**  
Équipe Territoriale

**Arrêté du**

**16 MARS 2022**

**mettant en demeure la société dénommée XP LOG à MONTIVILLIERS de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-001 du 18 février 2022 portant délégation de signature à madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre du 06 août 2012 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société XP LOG ;
- Vu les rapports de l'inspection des installations classées du 16 juin 2020 et du 24 février 2021 transmis à l'exploitant ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 janvier 2022 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 07 février 2022 ;
- Vu l'accusé réception de ce recommandé en date du 11 février 2022 et l'absence de réponse formulée par l'exploitant.

**CONSIDÉRANT :**

que le dernier contrôle semestriel de l'installation d'extinction automatique d'incendie du 03/08/2021 fait apparaître des points de non-conformité à lever au plus vite et que ces points de non-conformité ont été signalés lors des contrôles semestriels depuis 2018,

que l'inspection a constaté les points de non-conformité lors des inspections du 16 juin 2020 et du 24 février 2021 ;

que l'exploitant n'a pas été en mesure de s'engager sur le traitement des non-conformités lors de l'inspection du 26 janvier 2022 ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions du paragraphe 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 qui dispose « en cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. »

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société XP LOG de respecter les prescriptions du paragraphe 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

La société XP LOG, dont le siège social est situé Parc du Hode - Route industrielle - 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE est mise en demeure de respecter sous **3 mois** les dispositions du paragraphe 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 en justifiant de la conformité de l'installation d'extinction automatique incendie à un référentiel en vigueur de son établissement de MONTIVILLIERS.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, le maire de la commune de MONTIVILLIERS, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société XP LOG.

Fait à ROUEN, le

**16 MARS 2022**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,  
et par délégation,  
la secrétaire générale



Béatrice STEFFAN